

PV de l'Assemblée générale du 21.05.2025

Prochaine Assemblée Générale : à définir en décembre

- **Lieu** : Rue des Alpes 44, Fribourg (également en ligne)
- **Présences** : Patrick Matthey, Corine Duc, Raji Sultan, Eric Polycarpe, Jacques Walliser, Sophie Paychère, Valentin Rebelle, Kim-Mai Vu, Ana Schwaller, Lothard Seethaler, Amy Mukwa, Julien Nicolet. En Ligne : Marie Bovet, Matthieu Siffert, Mélanie Lutz, Nadine Bernasconi.
- **Bureau**: Patricia Carron, Priscilla Saillen, Joanna Tinguely, Olaya Lavilla, Alexandra Bolocan,
- **Excusé-es** : Dora Rentsch, Alain Schwaar, Chantal Dutoit

Assemblée Générale du 21.05.2025

Ordre du jour

1. **Validation du PV de l'AG de décembre 2024 - vote**
 - 1.2 **Présentation et validation des comptes 2024 – vote**
 - 1.3 **Présentation et validation du budget 2025 avec chiffre définitif du co-financement DDC – vote**
2. **Finances**
3. **Présentation du rapport annuel 2024**
4. **Re-certification ZEWO**
5. **Divers**
6. **Coupes budgétaires et avenir de la coopération – présentation et discussion avec Raji Sultan, Secrétaire général d'UNITÉ**

1. Mot de bienvenue

Patricia Carron, coordinatrice générale, souhaite la bienvenue à l'ensemble des participant-es et présente l'ordre du jour de la réunion.

Patrick Matthey, président d'Eirene Suisse, prend également la parole pour saluer les personnes présentes. Il évoque les récents changements au sein d'Eirene Suisse, notamment en lien avec les restrictions budgétaires. Il rappelle que l'organisation intervient dans des contextes fragiles à l'international, mais qu'elle est aussi composée d'une équipe suisse qui évolue avec le temps. Cette équipe doit s'adapter aux contraintes financières actuelles. Un effort collectif est mené pour faire face à ces défis et continuer à avancer dans un environnement incertain.

Patricia Carron accueille Mme Corine Duc, représentante de Fribourg Solidaire. Mme Duc exprime sa satisfaction d'être présente, remercie pour l'organisation et l'invitation. Elle rappelle que Fribourg Solidaire regroupe 36 organisations fribourgeoises et dispose d'un mandat de prestation annuel avec le canton, ainsi qu'un soutien auprès de 27 communes fribourgeoises partenaires.

Concernant les finances fédérales, elle informe que les relations avec la DDC ont changé ces dernières années et qu'il a été exigé que la demande de crédit des fédérations soit présentée en une seule demande commune. Toutefois, chaque fédération cantonale garde son caractère indépendant et conserve un ancrage cantonal propre.

Elle alerte sur la diminution attendue des soutiens parlementaires : les craintes exprimées auparavant sont en train de se concrétiser. En conséquence, le canton de Fribourg envisage de geler sa contribution à la fédération.

Actuellement, Fribourg Solidaire soutient un projet d'Eirene Suisse au Salvador, porté par l'organisation Los Angelitos et la volontaire Fernanda Uehlinger.

1.1 Approbation de l'ordre du jour

Décision : ODJ approuvé à unanimité

1.2 Validation du PV de l'AG de décembre 2024

Patricia Carron demande s'il y a des remarques concernant le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale. Aucune remarque n'est formulée.

Décision : PV approuvé à unanimité

2 Finances

Joanna Tinguely prend la parole pour présenter les comptes 2024. Ceux-ci ont été validés par le nouveau réviseur Fid'impact, au début du mois de mai. Elle propose une comparaison avec l'exercice 2023.

Les recettes totales (libres et affectées) ont progressé de 48 %. Cette croissance est surtout portée par les recettes affectées, notamment grâce à la contribution renforcée de la DDC et de la RF. Joanna précise que la part de financement liée au FEDERESO a progressé de 53%, tandis que celle des autres bailleurs a presque doublé, ce qui reflète une année très positive. Toutefois, elle rappelle la forte dépendance de l'organisation vis-à-vis des fonds fédéraux et des contributions de partenaires du FEDERESO.

Cette augmentation des recettes s'est accompagnée d'une hausse des dépenses, principalement en lien avec les programmes sur le terrain. Les frais de fonctionnement ont, quant à eux, légèrement diminué par rapport à 2023. Cette baisse s'explique en partie par une réorganisation des ressources humaines. Les charges non-cofinançables restent stables. Globalement, on constate que l'essentiel des charges reste affecté directement aux projets. Le résultat d'exploitation pour 2024 est positif, avec un excédent d'environ 60K CHF. Joanna souligne que le résultat annuel d'environ 145K CHF est en partie artificiel, car il est constitué de la dissolution de plusieurs provisions, suivant les demandes du nouveau réviseur et celles des exigences de la re-certification ZEWO.

Une évolution importante concerne la présentation des comptes : sur demande de ZEWO, les capitaux de l'organisation sont désormais séparés entre capitaux libres (fonds propres) et capitaux liés (fonds d'urgence), cette modification a pour effet d'afficher un résultat annuel de 0 CHF, puisque ce dernier est désormais affecté au capital en cours d'exercice.

Elle présente ensuite quelques ratios financiers :

- Le taux moyen de cofinancement de la DDC sur deux ans s'élève à 40 %
- Le fonds de roulement permet de garantir 5,6 mois de fonctionnement, le maximum recommandé étant de 18 mois ce qui n'est pas encore optimum.
- 91 % des dépenses ont été consacrées directement aux projets, bien au-dessus de la moyenne minimale recommandée de 65 %

Patrick Matthey salue le travail accompli et propose de valider les comptes par applaudissements.

Décision : Les comptes 2024 sont approuvés à l'unanimité.

Décision : Le mandat de Fid'Impact est reconduit pour la révision des comptes 2025.

Présentation et validation du budget 2025

Le budget DDC 2024 avait bénéficié d'une augmentation exceptionnelle d'environ 200K CHF, mais cette hausse ne se reproduira pas en 2025.

Les prévisions font état d'une baisse globale des recettes d'environ 29 %, ce qui aura un impact direct sur les charges et l'activité. .

Le budget prévisionnel des charges de programme 2025 s'élève à 991'615 CHF. Joanna insiste sur le fait que ce budget reste flexible, car les programmes évoluent dans des contextes instables et nécessitent des ajustements réguliers.

Une question est soulevée sur la limitation à 10 % des activités en Amérique latine selon les nouvelles orientations de la DDC. Raji Sultan précise qu'il ne s'agit pas d'un quota direct imposé aux ONG, mais d'une réorientation stratégique au niveau du DFAE. La DDC tente de maintenir une marge de 10 %, mais cela reste incertain pour les années à venir, notamment à partir de 2026. Pour 2025, aucun changement n'est officiellement requis.

Patrick Matthey rappelle que certains projets prévus ont dû être annulés, notamment en Colombie, et souligne l'importance de rester adaptables. Il propose de valider le budget tout en gardant à l'esprit la nature changeante des dynamiques de terrain.

Les autres charges budgétées, sont également en baisse, car, d'une part, elles sont corrélées aux recettes et d'autre part l'effectif RH a été réduit d'un 0.5 EPT avec le départ de M. Bidaud.

Il faut également souligner que les charges de sensibilisation, qui, jusqu'alors étaient intégrées au calcul de co-financement mais non co-financées par la DDC, seront désormais intégrées aux charges de recherche de fonds non co-financées sur demande de ZEWO. Patricia précise que ZEWO impose une définition très stricte des activités de sensibilisation: il faut pouvoir démontrer un impact concret sur l'évolution de la perception du public sensibilisé, ce qu'Eirene Suisse ne fait pas pour le moment.

Le budget 2025 s'élève à 1.1 million CHF, avec une baisse significative des recettes prévues de la DDC et du FEDERESO de près de 400K CHF.

Jacques Walliser interroge sur la migration Microsoft : Joanna confirme qu'un réinvestissement est prévu, mais qu'aucune difficulté majeure n'est anticipée. Jacques propose de planifier dès maintenant cette migration afin d'identifier les besoins éventuels en matériel et d'envisager un éventuel financement externe.

Concernant les recettes libres, une légère baisse est planifiée pour 2025, en raison de la nature aléatoire de certaines recettes, cependant il est à noter que la nouvelle politique de tarification des cotisations, adoptée lors de l'AG de décembre 2024, porte ses fruits. Priscilla Saillen informe que 80 membres sont actuellement enregistrés. Concernant les recettes affectées, le budget reste prudent en raison des coupes budgétaires généralisées.

Les chiffres définitifs de la DDC indiquent une baisse d'environ 200 000 CHF par rapport à 2024, ce qui implique une réduction du nombre de projets et par conséquent une diminution des fonds FEDERESO.

Joanna conclut que le budget tel que présenté est théorique, il est conçu pour être ajustable selon l'évolution des projets.

M. Patrick Matthey propose de valider le budget 2025 par applaudissements.

Décision : Le budget 2025 est approuvé à l'unanimité.

3 Présentation du rapport annuel 2024

Patricia Carron reprend la parole pour présenter le rapport annuel 2024, en cours de mise en page par la graphiste.

Elle revient sur les principales activités menées au cours de l'année.

Amérique Latine

En Amérique latine, Eirene Suisse collabore avec 7 partenaires répartis entre le Salvador et le Nicaragua. 7 professionnels en affectation ont œuvré dans la région et 2 projets

d'initiatives de paix ont été appuyés. Au total, les activités ont touché environ 3'500 bénéficiaires, et 159 collaborateurs des organisations partenaires ont bénéficié de renforcement de leurs connaissances.

Un échange Sud-Nord avec le partenaire salvadorien Los Angelitos a marqué l'année : un jeune en situation de handicap, accompagné de sa mère, d'une promotrice locale et de la coordinatrice Carole Buccella, a été accueilli en Suisse. Ils ont pu visiter plusieurs organisations travaillant dans le domaine du handicap. Cet échange a été organisé conjointement avec Lisanga, une organisation italienne qui appuie également Los Angelitos. Les personnes en échange ont été accueilli en Italie avant leur venue en Suisse et les coûts du voyage ont pu être partagé. Un bel exemple de mutualisation.

Afrique des Grands Lacs

Dans la région des Grands Lacs, les interventions ont concerné principalement l'Ouganda. Au total, Eirene Suisse a collaboré avec 6 partenaires répartis entre l'Ouganda et le Rwanda. 4 professionnels en affectation ont œuvré dans la région et 5 projets d'initiatives de paix ont été appuyés. Au total, les activités ont touché environ 3 090 bénéficiaires et 202 collaborateurs des organisations partenaires ont bénéficié de renforcement de leurs connaissances. Un échange Sud-Sud a été réalisé entre l'AMI au Rwanda et YOLRED en Ouganda autour de leurs méthodes de travail autour de la paix et la réconciliation. Le contexte sécuritaire ne permet pas, pour l'instant, de reprendre les activités en RDC.

Quisqueya

L'île est partagée par Haïti et la République dominicaine. En 2022, la possibilité d'ouvrir un programme dans ce second pays a été analysé, dans l'optique d'une recherche d'équilibre entre un contexte extrêmement fragile et un contexte plus stable. Ce phasing-in n'a cependant pas pu se concrétiser, au vu des réorientation budgétaires de la DDC. Eirene Suisse a collaboré avec 4 partenaires répartis entre l'Ouganda et le Rwanda. Trois professionnels en affectation ont œuvré dans la région et quatre projets d'initiatives de paix ont été appuyés. Au total, les activités ont touché environ 13'014 bénéficiaires et 51 collaborateurs des organisations partenaires ont bénéficié de renforcement de leurs connaissances. Cet important chiffre est dû au projet de Jardins Wanga Nègès qui travaille dans le développement communautaire et la souveraineté alimentaire et qui touche de nombreuses personnes par la mise en service de moulins.

Suisse

Enfin, plusieurs activités ont été menées en Suisse dont principalement la participation des volontaires Manon Schluchin et Jérémie L'Homme à l'émission NOUVO diffusée sur la RTS; la participation d'Eirene Suisse au festival Filmar en America Latina, incluant des projections de film et des présentations, l'intervention de Patricia Carron dans différentes écoles et au Forum HORIZON afin de faire connaître le secteur de la coopération au développement et les ODD et l'intervention de la volontaire Michèle Michaud à la HES-SO. Au niveau de son réseau, Eirene Suisse reste active au sein d'Unité, dans le FEDERESO, le KOFF, Après-Genève, la Plateforme Haïti de Suisse et la Plateforme Amérique centrale, et lors des soirées d'information co-organisées avec d'autres organisations de coopération par échange de personnes.

4. Re-certification ZEW O

Patricia Carron présente le point sur la re-certification ZEW O.

Elle rappelle que le label ZEW O est un indicateur reconnu de transparence et de bonne gestion des fonds, essentiel pour renforcer la confiance des donateurs et partenaires. Eirene Suisse a obtenu ce label pour la première fois en 2019, en réponse à une exigence de la DDC. La certification a une durée de validité de quatre ans.

Le processus de re-certification a été lancé en juin 2024, et la confirmation a été reçue en avril 2025, sous réserve de la mise en œuvre de sept conditions spécifiques, à satisfaire d'ici l'été 2026. Patricia précise toutefois que toutes les recommandations de ZEW O seront déjà

mises en œuvre cette année, ce qui permettrait à l'organisation de recevoir très prochainement le certificat définitif.

Elle souligne que les modifications demandées par ZEWO étaient relativement mineures et concernaient en grande partie la présentation des comptes.

Patrick Matthey ajoute que la procédure de certification ZEWO est la même pour toutes les associations, qu'elles soient petites ou grandes, et que les coûts associés sont également uniformes, ce qui peut représenter un effort significatif pour des structures comme Eirene Suisse.

Jacques Walliser relève que, même si le label ZEWO est destiné à rassurer le public et les donateurs, cela ne diminue en rien les exigences de la DDC. Patricia précise qu'un travail a été mené au sein d'Unité pour éviter, lorsque cela est possible, les doublons entre les demandes ZEWO et Unité.

Patricia précise que certains bailleurs hors DDC exigent cette certification pour toute demande de soutien. Cela rend le label ZEWO particulièrement stratégique pour Eirene, notamment dans la perspective d'un développement de la recherche de fonds (RF) au niveau national.

Patrick Matthey conclut en soulignant que, même si cela peut sembler une "goutte d'eau", chaque action menée par Eirene a un impact réel et tangible sur le terrain, et que cette certification reste une reconnaissance précieuse de la qualité du travail effectué.

5. Divers

Jacques Walliser prend la parole pour évoquer les récentes manifestations de soutien aux populations à Gaza. Il partage sa satisfaction de voir qu'un certain engagement citoyen et une sensibilité à ces enjeux humanitaires persistent dans la société, ce qui fait écho aux valeurs défendues par Eirene Suisse.

Patrick Matthiey enchaîne en mentionnant que le comité est actuellement à la recherche de nouvelles personnes pour son renforcement. Il souligne l'importance d'un renouvellement, notamment en intégrant des profils jeunes, apportant de nouvelles idées et une énergie supplémentaire. Il rappelle que rejoindre le comité, c'est contribuer activement aux réflexions stratégiques et aux décisions importantes pour l'avenir de l'organisation.

6. Coupes budgétaires et avenir de la coopération – présentation et discussion avec Raji Sultan, Secrétaire général d'UNITÉ

Raji Sultan, Secrétaire général d'UNITÉ, prend la parole. Il rappelle que l'organisation fédère 13 ONG suisses de la coopération par échange de personnes et assume deux rôles principaux :

- La représentation des intérêts des ONG auprès des autorités (avec Alliance Sud),
- La gestion de la qualité et l'accompagnement des organisations vers de meilleures pratiques.

Raji remercie Eirene Suisse pour son travail dans des contextes sensibles et rend hommage à son engagement sur le terrain.

Situation budgétaire actuelle de la coopération

La coopération au développement suisse entre dans une nouvelle période stratégique de 4 ans, marquée par :

- Des coupes budgétaires moins drastiques que prévu, grâce à la mobilisation d'Alliance Sud et de la société civile.
- Une pression croissante sur les finances fédérales, notamment pour augmenter le budget de l'armée.

- La nécessité de réduire ou réallouer certains crédits flexibles, dont celui de la coopération, dans un contexte de frein strict à l'endettement.

La DDC opère des choix stratégiques stricts :

- Retrait de pays (Bangladesh, Zambie),
- Fin du soutien à certains secteurs (éducation de base, santé),
- Réduction de son propre personnel.

Du côté des ONG, les coupes sont plus importantes, en raison d'enveloppes budgétaires figées pour l'Ukraine et le climat (1,5 à 1,6 milliards CHF), et d'une réduction linéaire de 10,5%. À l'avenir, cette approche pourrait devenir plus ciblée, au détriment des plus petites ONG, en raison de leurs ressources limitées pour répondre aux exigences croissantes de la DDC.

Le budget est discuté chaque année, ce qui signifie que de nouvelles réductions pourraient encore survenir. Une stagnation ou un gel est envisageable d'ici 2030.

Contexte global

- Le secteur est confronté à une période de rupture, marquée par :
 - Perte de crédibilité du multilatéralisme,
 - Montée des régimes autoritaires,
 - Réduction de l'espace pour la société civile,
 - Régression des droits humains.
- En Suisse :
 - Scepticisme politique croissant vis-à-vis de la coopération,
 - Remise en question des privilèges fiscaux des ONG,
 - Baisse des dons privés,
 - Suspension du cofinancement des activités de sensibilisation par la DDC.

Malgré ce tableau préoccupant, certaines fenêtres d'opportunité subsistent. On observe notamment une plus grande visibilité médiatique des enjeux globaux, une prise de conscience citoyenne accrue ainsi que l'émergence de nouvelles dynamiques géopolitiques, dans lesquelles les pays du Sud prennent davantage de place.

En termes de perspectives et d'actions, la stratégie 2029–2032 de la DDC est déjà en cours de préparation. Il est donc crucial d'agir dès maintenant. Alliance Sud et UNITE entendent renforcer leur plaidoyer afin de changer la perception de la coopération internationale. L'objectif est de démontrer en quoi cette dernière constitue une réponse pertinente aux grands défis mondiaux actuels, en particulier face à la déstabilisation politique, à la crise climatique et à l'aggravation des inégalités.

Raji Sultan insiste aussi sur le besoin de démontrer l'efficacité des ONG, tout en soulignant le paradoxe : les ONG doivent produire beaucoup plus de rapports que d'autres secteurs, comme l'armée, tout en disposant de moins de ressources.

Échanges avec les participant·e·s

- Patrick Matthey soulève une question sur la stratégie de développement durable, en lien avec les droits des femmes, l'éducation et les Objectifs de développement durable (ODD). Il évoque la notion de spillover effect, en insistant sur l'importance de prendre en compte les impacts indirects des activités, notamment les émissions de gaz à effet de serre générées au Sud, mais imputables aux modes de vie et de consommation du Nord. Il s'agit de montrer comment nos choix ont des répercussions globales, souvent sur les populations les plus vulnérables.

Raji Sultan lui répond que ce sujet est complexe, notamment en raison des tendances actuelles dans les politiques publiques. Celles-ci cherchent de plus en plus à utiliser les fonds dédiés à la coopération internationale à l'étranger, tout en en maximisant les retombées pour la Suisse. Il donne l'exemple de la reconstruction

de l'Ukraine, pour laquelle un tiers du budget est réservé à des entreprises suisses. Du côté privé, il y a une pression croissante des investisseurs autour des questions de compensation climatique — des mécanismes dans lesquels certaines ONG pourraient être intégrées. Mais au niveau de la Confédération, l'accès à ces fonds reste plus difficile.

Corine Duc souligne que même dans des cantons comme Fribourg, les ONG ne sont pas incluses dans les mesures concrètes de la stratégie de développement durable, malgré leur rôle clé.

- Jacques Walliser rappelle que les véritables menaces ne sont pas des forces militaires étrangères, mais liées au changement climatique, à la santé publique, et à la justice sociale. Il plaide pour une redéfinition des priorités politiques en ce sens.

Raji conclut en insistant sur le fait que certaines ONG sont désormais perçues comme trop critiques par les milieux politiques. Il appelle à une mobilisation collective pour défendre la légitimité et l'impact du secteur.

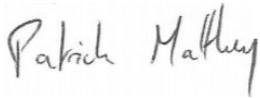
Clôture de la discussion

Patrick Matthey remercie Raji Sultan pour sa présentation ainsi que Corine Duc pour sa participation.

Patricia Carron annonce la prochaine AG couplée au repas de fin d'année en décembre et invite à partager un apéritif convivial.

La séance est levée à 20h27.

Patrick Matthey, Président



Jacques Walliser, Membre

